

La déception

Le chapitre
de conclusion
de mon journal
de Russie,

Le mythe bolchevik

[1920-1922]

Alexandre Berkman, 1925

Traduction de l'anglais de Pascale Haas.
Texte publié en conclusion du livre *Le Mythe bolchevik, Journal 1920-1922* (Paris, éditions Klincksieck, collection Critique de la politique, 2017).

Ce chapitre, écrit en anglais, intitulé « The Anti-Climax », devait constituer la conclusion du livre d'Alexandre Berkman *The Bolshevik Myth, Diary 1920-1922* (New York, Boni and Liveright, 1925).

En guise d'explication

Mon travail sur la Russie, *Le Mythe bolchevik*, que vient de publier la maison d'édition Boni & Liveright, à New York, est un récit objectif de la révolution russe, un compte rendu tenu au jour le jour pendant les deux années où j'ai séjourné dans ce pays (de janvier 1920 à décembre 1921). Il relate des faits et des expériences vécus, sans en tirer aucune généralisation ni déductions théoriques.

Mes réactions subjectives et les leçons que j'ai tirées de la révolution, je les ai résumées dans le chapitre final. Mais M. Liveright a refusé ce chapitre qu'il a jugé « décevant » d'un point de vue littéraire et a insisté pour que je le retire.

Impatient de faire connaître mon livre au public, j'ai accepté. Mais bien que je m'intéresse à la littérature, je considère la révolution russe et ses enseignements beaucoup plus importants que les plus beaux écrits. Dans un certain sens, la Russie d'aujourd'hui est en effet décevante par rapport aux aspirations révolutionnaires de 1917. Le plus essentiel est d'élucider les causes qui ont conduit à la débâcle de la révolution. Ces causes sont discutées dans le chapitre manquant. C'est pourquoi j'ai publié celui-ci dans le présent ouvrage, afin que le lecteur ait une meilleure compréhension du « mythe bolchevik », et aussi pour être juste envers moi-même.

Berlin, janvier 1925
Alexandre Berkman

Préface

Diverses circonstances ont retardé la parution de mon travail sur la Russie. Mais bien qu'il traite de conditions qui datent d'il y a deux ans, le livre décrit aussi bien la Russie actuelle que celle qu'elle était alors.

Le Mythe bolchevik couvre la période du communisme militaire et de la « Nep » qui lui a succédé – la nouvelle politique économique instaurée par Lénine en 1921. La « Nep » a été maintenue depuis par la force, quelles qu'aient pu être les modifications apportées à son application, tantôt avec hésitation, tantôt avec une intensité énergique. La prétendue « Nep » n'est rien d'autre que l'introduction du capitalisme en Russie, à la fois étatique et privé, qui implique de faire des concessions aux capitalistes étrangers, de louer des usines et même des industries entières à des particuliers ou à des entreprises. En bref, un capitalisme renouvelé, mélange de monopole d'État et d'économie privée.

Mis à part quelques changements mineurs, plus apparents que réels – portés aux nues par certaines délégations syndicales et d'autres visiteurs naïfs qui connaissent mal la situation en Russie –, les conditions actuelles sont pour l'essentiel telles que je les ai décrites dans mon ouvrage.

Vues de l'extérieur, certaines grandes villes, comme Petrograd et Moscou, ont connu quelques améliorations. Les grandes artères sont plus propres, certains bâtiments ont été rénovés, les tramways et l'équipement électrique sont plus satisfaisants et plus fiables. La vie est mieux réglementée et semble plus normale comparée à la situation de complète désorganisation et de chaos des années 1920-1921.

Mais l'existence quotidienne réelle du peuple n'est en rien conditionnée par ces transformations superficielles, pas plus que celles-ci ne sont en aucun cas symboliques de l'essence et de la nature véritables du régime bolchevik.

Pour comprendre la véritable essence d'un pays, il faut l'étudier en profondeur, dans les réseaux de l'existence sans ornement tels que les ont façonnés et les reflètent les conditions politiques, économiques et culturelles.

Dans le domaine de la vie politique, la dictature communiste demeure dans le *statu quo* des années précédentes. En réalité, l'esprit de despotisme gouvernemental s'est intensifié, on s'est pour ainsi dire habitué aux pouvoirs en place en Russie. Il est plus systématique, plus organisé, bien que nettement moins justifié que dans les années 1919-1921. C'était alors l'époque de l'invasion étrangère, du blocus et de la guerre civile. À ce moment-là, les bolcheviks n'arrêtaient pas de promettre solennellement que la politique de terreur et de persécution cesserait dès que la Russie serait à l'abri de toute intervention ou attaque militaire. C'est grâce à la force de ces promesses et de ces espoirs que les grandes masses russes, tout comme la plupart des éléments révolutionnaires, ont continué à collaborer avec le gouvernement soviétique, dans l'espoir qu'en unissant leurs efforts ils sauveraient la révolution de ses ennemis de l'extérieur et de l'intérieur.

Puis est venu le temps où les puissances étrangères ont renoncé à leurs tentatives d'ingérence, le blocus a été levé et c'en a été fini des fronts avec la défaite finale des armées de Wrangel. La guerre civile a pris fin, mais la politique de terreur et de répression menée par les bolcheviks a continué, et même empiré. Déçues dans leurs attentes, les masses populaires sont devenues encore plus aigries contre le gouvernement communiste. Progressivement, le mécontentement s'est manifesté de façon active dans diverses parties du pays – dans l'est, au sud, en Sibérie –, pour culminer finalement dans le soulèvement des marins, des soldats et des ouvriers de Kronstadt. Lénine s'est vu obliger de faire des concessions. Il avait le choix de donner au peuple soit la liberté, soit... le capitalisme. Il a opté pour ce dernier, et la « Nep » a vu le jour.

La dictature d'une petite poignée de dirigeants communistes – le cercle intérieur du Comité exécutif du Parti communiste – s'est maintenue. Car les bolcheviks craignaient d'accorder la liberté au peuple, étant donné qu'elle pourrait mettre en danger le monopole exclusif qu'ils avaient de l'État. La devise de Lénine et de son parti était : « Nous concéderons tout, excepté la moindre parcelle de notre pouvoir. » La dictature actuellement aux mains du triumvirat (Staline, Zinoviev, Kamenev) est aussi absolue qu'elle l'était du temps de Lénine.

En effet, la dictature s'est généralisée et est devenue plus systématique en raison des conditions plus normales et plus stables que connaît le pays. La main toute-puissante de la dictature a même atteint désormais les sommets du Parti en faisant disparaître Trotski, en étouffant le groupe syndical et en bannissant toute l'aile gauche du Parti communiste d'Ukraine. Toute expression d'une opinion politique indépendante, toute tentative de critique sont réprimées sans pitié. Les redoutables prisons « intérieures » (spéciales) de la Tcheka, les anciennes prisons du tsar et les nouvelles « maisons de privation de liberté » sont surpeuplées. Le nord glacé de la Sibérie, les déserts du Turkestan, les cachots d'Arkhangelsk et de Solovetski et les camps de concentration renferment des milliers de prisonniers politiques, d'intellectuels et d'ouvriers arrêtés pour avoir osé faire grève, de paysans qui protestent contre les charges insupportables, de non affiliés au Parti soupçonnés de « manque de fiabilité politique ». Dans la collection de documents russes en ma

possession, certains délivrés aux détenus par la Tcheka stipulent qu'ils ont été arrêtés pour cause d'« *appartenance* au Parti socialiste sioniste ». Ce que signifie une telle « accusation » est des plus explicites lorsqu'on considère que le Parti socialiste sioniste ne demande rien de plus « révolutionnaire » ou « contre-révolutionnaire » que le respect dans les faits de la Constitution soviétique.

Les bolcheviks osent encore prétendre que seuls sont persécutés en Russie ceux qui prennent les armes contre le gouvernement soviétique ou qui sont activement engagés dans des complots contre-révolutionnaires.

Il suffit pour caractériser la situation actuelle en Russie de souligner le fait que *pas une seule publication politique ne peut exister dans le pays*, à l'exception des journaux et magazines communistes orthodoxes. La simple *possession* d'une publication révolutionnaire non communiste éditée à l'étranger est punissable d'emprisonnement et d'exil.

C'est profondément méconnaître la situation que d'appeler la Russie une dictature du prolétariat, car les ouvriers sont plus asservis et exploités politiquement en Russie que dans tout autre pays. Tout comme de dire que la dictature est celle du Parti communiste, étant donné que les membres ordinaires de celui-ci sont entièrement soumis au Kremlin comme l'est le reste de la population. La Russie d'aujourd'hui, comme au temps de Lénine, est une dictature imposée par une petite clique, connue sous le nom de « bureau politique » du Comité exécutif du Parti, au sein duquel Staline, Zinoviev et Kamenev sont les seuls et uniques maîtres du destin de la Russie tout entière et de ses cent millions d'habitants.

La politique de la terreur a totalement réprimé toute possibilité de s'exprimer librement. Elle a étouffé les Soviets qui étaient la voix qui exprimait les besoins du peuple et ses aspirations. Elle a transformé les organisations syndicales en bureaux exécutifs communistes qui appliquent docilement les ordres du gouvernement.

Dans la vie sociale et culturelle du pays, tout comme dans les domaines industriel et économique, la dictature a pour effet une récession et une stagnation inévitables. L'évolution industrielle moderne ne peut aller de pair avec un despotisme absolu. Un relatif minimum de liberté, de sécurité personnelle, et le droit d'exercer ses propres initiatives et ses énergies créatives, sont les conditions préalables au progrès économique.

Seul un changement des plus radicaux de la nature de la dictature communiste – de fait, son abolition – pourra sortir la Russie du marécage de la tyrannie et de la misère.

L'apogée de la tragédie est que le socialisme bolchevik, empêtré dans ses antithèses logiques, ne peut rien donner de mieux au monde aujourd'hui – sept ans après la révolution – que l'intensification des maux du système même dont les antagonismes ont produit le socialisme.

Les enseignements du « mythe bolchevik »

I. Mes attitudes et réactions personnelles

Depuis ma prime jeunesse, la révolution – la révolution sociale – a été le grand espoir et le but de ma vie. Elle représentait pour moi le Messie qui viendrait délivrer le monde de la brutalité, de l'injustice et du mal, et ouvrirait la voie à une humanité régénérée basée sur la fraternité, vivant en paix dans la liberté et la beauté.

Je peux dire sans exagération que le plus beau jour de ma vie je l'ai passé dans une cellule de prison – le jour où les premières nouvelles de la révolution d'Octobre et de la victoire des bolcheviks me sont parvenues au pénitencier fédéral d'Atlanta. La nuit de mon cachot était illuminée par la gloire de ce grand rêve qui devenait réalité. Les barreaux d'acier avaient fondu, les murs de pierre disparu, et je marchais sur la toison d'or de l'idéal sur le point de se réaliser. Dans les semaines et les mois d'anxiété qui ont suivi, j'ai vécu dans un état d'ébullition où se mêlaient l'espoir et la crainte – crainte que les réactionnaires n'écrasent la révolution, espoir de rejoindre la terre promise.

Enfin est arrivé le jour tant attendu, et je me suis retrouvé en Russie soviétique. Je débordais d'enthousiasme pour la révolution, j'étais plein d'admiration pour les bolcheviks et rempli de joie à l'idée du travail utile qui m'attendait au milieu de l'héroïque peuple russe.

Je savais que les bolcheviks étaient marxistes et croyaient en un État centralisé que moi, anarchiste, je rejette par principe. Mais je plaçais la révolution au-dessus des théories, ce qui était le cas également, me semblait-il, des bolcheviks. Bien que marxistes, ils avaient contribué à faire advenir une révolution qui était totalement non marxiste, qui même défiait le dogme et la prophétie marxiste. Fervents défenseurs du parlementarisme, ils le

répudiaient dans leur pratique. Après avoir persisté à réclamer la convocation d'une Assemblée constituante, ils l'ont dissoute sans cérémonie quand la vie a révélé qu'elle était inadéquate. Ils ont abandonné leur politique agraire pour adopter celle des socialistes-révolutionnaires afin de répondre aux besoins des paysans. Ils ont résolument appliqué les méthodes et les tactiques anarchistes lorsque la situation l'exigeait. Bref, *en pratique*, les bolcheviks semblaient être un parti profondément révolutionnaire dont le seul but était le succès de la révolution, un parti qui possédait le courage moral et l'intégrité de subordonner ses théories au bien-être général.

Lénine n'avait-il pas souvent affirmé que lui-même et ses partisans étaient au fond des anarchistes, que le pouvoir politique n'était pour eux qu'un moyen temporaire de mettre en œuvre la révolution ? L'État devait mourir progressivement, disparaître, comme Engels l'avait enseigné, car ses fonctions deviendraient inutiles et obsolètes.

J'ai donc accepté les bolcheviks comme l'avant-garde sincère et intrépide de l'émancipation sociale de l'homme. J'aspirais avec ferveur à travailler avec eux, à participer au combat contre les ennemis de la révolution et à aider le peuple à en récolter les fruits.

C'est dans cet état d'esprit que je suis venu en Russie. Comme je l'avais déclaré avec tant de passion à notre première réunion d'accueil à la frontière russe, j'étais prêt à ignorer toutes les différences théoriques d'opinion. Je venais pour travailler, pas pour discuter. Pour apprendre, pas pour donner des leçons. Pour apprendre et pour aider.

J'ai en effet appris, et j'ai essayé d'aider. J'ai appris au jour le jour, durant de longues semaines et de longs mois, dans différentes régions du pays. Mais ce que j'ai vu et appris contrastait de manière si flagrante avec mes espoirs et mes attentes que ma confiance dans les bolcheviks en a été ébranlée dans ses fondements mêmes. Non que je m'étais attendu à trouver en Russie un eldorado du prolétariat. Loin de là. Je savais que le travail en période révolutionnaire était gigantesque, et les difficultés à surmonter énormes. La Russie était assiégée sur de multiples fronts ; la contre révolution sévissait à l'intérieur comme à l'extérieur, le blocus affamait le pays et empêchait même d'apporter une aide médicale aux femmes et aux enfants malades. Le peuple était exténué par une longue guerre et par la guerre civile, l'industrie était désorganisée, les lignes de chemin de fer hors d'usage. Je me rendais compte pleinement du désastre de la situation de la Russie, qui versait ses dernières gouttes de sang sur l'autel de la révolution, pendant que le reste du monde assistait au spectacle en témoin passif et que les puissances alliées participaient à la mort et à la destruction.

Je voyais l'héroïsme désespéré du peuple et les efforts presque surhumains que faisaient les bolcheviks. Très proches d'eux, dans la mesure où j'entretenais des liens d'amitié personnelle avec les dirigeants communistes, je partageais leurs intérêts et leurs espoirs, je les assistais dans leur tâche, et j'étais inspiré par leur dévouement désintéressé et leur entière concentration mise au service de la révolution. Le manque de sympathie de la part des autres éléments révolutionnaires me remplissait de tristesse, voire de colère. Je m'agaçais des critiques contre les bolcheviks à un moment où ils étaient assaillis par de puissants ennemis. Je n'acceptais pas le refus de les soutenir, que je condamnais comme étant criminel, et j'employais toutes mes forces à faire en sorte qu'il y ait une meilleure compréhension et coopération entre les différentes factions révolutionnaires qui s'opposaient.

Ma proximité avec les bolcheviks, ma franche partialité en leur faveur, exaspérait mes amis et éloignait mes plus proches camarades. Mais ma foi dans les communistes et leur intégrité n'en était pas ébranlée. Elle était même la preuve contre toute évidence de mes propres sentiments et de mon jugement, de mes impressions et de mon expérience.

La vie, la réalité, remettait continuellement ma foi en question. Partout je voyais l'inégalité et l'injustice, l'humanité piétinée dans la poussière, l'exigence présumée dissimuler la trahison, la duperie et l'oppression. Je voyais le Parti au pouvoir réprimer les élans vitaux de la révolution, décourager l'initiative populaire et l'autonomie si essentielles à son développement. Néanmoins, je m'accrochais à ma foi. Obstinement, j'entretenais l'espoir que derrière les principes erronés et les tactiques fallacieuses, derrière la bureaucratie gouvernementale et l'autocratie du Parti, couvait le désir d'idéalisme qui repousserait les nuages noirs du despotisme dès que le gouvernement soviétique serait à l'abri de l'ingérence des Alliés et de la contre-révolution. Cette lueur d'idéalisme excuserait à mes yeux toutes les fautes et erreurs, l'incompétence monstrueuse, l'incroyable corruption, et jusqu'aux crimes commis au nom de la révolution.

Pendant dix-huit mois, des mois d'angoisse et d'expérience déchirante, je me suis accroché à cet espoir. Et jour après jour ma conviction n'a cessé de se renforcer que le bolchevisme se révélait fatal aux meilleurs intérêts de la révolution, que le pouvoir politique était devenu le seul objectif du parti dominant, et que l'État, avec son communisme de caserne, était aussi asservissant que destructeur. Je voyais les bolcheviks gagner de la vitesse de manière constante sur la pente de la tyrannie, la dictature du Parti devenir l'absolutisme irresponsable de quelques suzerains, les apôtres de la liberté se transformer en bourreaux du peuple.

Chaque jour les preuves accablantes s'accumulaient. Je voyais la tragique nécessité révolutionnaire institutionnalisée en terreur irresponsable, le sang de milliers d'êtres versé sans raison ni retenue. Je voyais la lutte des classes, terminée depuis longtemps, devenir une guerre de vengeance et d'extermination. Je voyais les idéaux d'hier trahis, le sens de la révolution perverti, son essence caricaturée en réaction. Je voyais les ouvriers abattus, la totalité du pays réduit au silence par la dictature du Parti et sa brutalité organisée. Je voyais des villages entiers dévastés par l'artillerie bolchevique. Je voyais les prisons remplies – non pas de contre-révolutionnaires, mais d'ouvriers et de paysans, d'intellectuels prolétaires, de femmes et d'enfants affamés. Je voyais les éléments révolutionnaires persécutés, l'esprit d'Octobre crucifié sur le Golgotha de l'État communiste tout-puissant.

Et pourtant, je n'admettais pas l'effroyable vérité. Je conservais malgré tout l'espoir que les bolcheviks, bien que dans une erreur absolue en termes de principes et de pratique, s'accrochent encore fermement à *quelques* lambeaux de la bannière révolutionnaire. « L'ingérence des Alliés », « le blocus et la guerre civile », « la nécessité d'une phase de transition », telles étaient les raisons que j'invoquais pour apaiser ma conscience outragée. Une fois la période critique passée, la main du despotisme et de la terreur serait abolie – et ma confiance, si durement éprouvée, justifiée.

Finalement, les fronts ont été liquidés, la guerre civile a pris fin et le pays a retrouvé la paix. Cependant, la politique communiste n'a pas changé. Au contraire, la répression est devenue plus fanatique, la terreur rouge a tourné à l'orgie, la force aveugle de l'État a répandu impitoyablement la mort et la dévastation. Le pays gémissait sous le joug insupportable de la dictature du Parti. Mais aucun répit ne serait accordé. Puis est venu Kronstadt dont les échos ont aussitôt retenti dans l'ensemble du pays. Pendant des années le peuple avait souffert d'une misère indescriptible, des privations et de la faim. Au nom de la révolution, il était encore prêt à endurer et à souffrir. Il ne réclamait pas du pain. Seulement un souffle de vie, de liberté.

Kronstadt aurait pu facilement tourner ses canons contre Petrograd et chasser les maîtres bolcheviques qui étaient affolés et sur le point de prendre la fuite. Un coup décisif porté par les marins, et Petrograd aurait été à eux, ainsi que Moscou. Le pays tout entier était prêt à les suivre. Jamais encore les bolcheviks n'avaient été aussi près d'être anéantis. Seulement Kronstadt, comme le reste de la Russie, n'avait pas l'intention de faire la guerre à la République soviétique. Elle ne voulait pas que coule le sang, elle ne tirerait pas la première. Kronstadt demandait uniquement des élections justes, des Soviets libérés de la domination communiste. Elle proclamait les slogans d'Octobre et ravivait le véritable esprit de la révolution.

Kronstadt a été écrasée aussi impitoyablement que Thiers et Gallifet ont massacré les Communards à Paris – et en même temps que Kronstadt, le pays tout entier et son dernier espoir. Ainsi que ma foi dans les bolcheviks. Ce jour-là, j'ai finalement, et irrévocablement, rompu avec les communistes. Il était devenu clair pour moi que jamais, en aucune circonstance, je ne pourrais accepter cette dégradation de la personne humaine et de la liberté, ce chauvinisme de parti et cet absolutisme d'État qui étaient devenus l'essence de la dictature communiste. J'ai enfin compris que l'idéalisme bolchevik n'était qu'un MYTHE, une illusion dangereuse, fatale à liberté et au progrès.

II. La dictature communiste et la révolution russe

La révolution d'Octobre n'était pas le fruit légitime du marxisme traditionnel. La Russie ne ressemblait que peu à un pays dans lequel, selon Marx, « la socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats... »¹

En Russie, l'« enveloppe » a éclaté de façon inattendue. Elle a éclaté à un stade de faible développement technique et industriel, alors que la centralisation de la production avait peu progressé. La Russie était un pays où le système des transports était mal organisé, où la bourgeoisie était insignifiante et le prolétariat faible, mais qui possédait une population paysanne numériquement forte et socialement importante. C'était un pays où, semblait-il, on ne pouvait parler d'un « antagonisme irréconciliable entre les forces laborieuses industrielles grandissantes et un système capitaliste en pleine maturité. »

Néanmoins, en 1917, un concours de circonstances a provoqué, particulièrement en Russie, une situation exceptionnelle qui a eu pour conséquence l'effondrement catastrophique de tout le système industriel. Lénine l'a écrit à ce moment-là avec justesse : « Il était facile de commencer la révolution dans la situation particulièrement unique de 1917 ».

Ces conditions particulièrement favorables étaient les suivantes :

- 1) La possibilité de faire fusionner les slogans de la révolution sociale et la demande populaire de mettre un terme à la guerre mondiale impérialiste qui avait grandement épuisé et mécontenté les masses ;
- 2) L'occasion de rester, au moins pendant une certaine période, en dehors de la sphère d'influence des groupes européens capitalistes qui poursuivaient la guerre ;

¹ *Le Capital*, Lachâtre, p. 34.

- 3) La possibilité de commencer, même durant ce bref répit, le travail d'organisation interne et de préparer les bases de la reconstruction révolutionnaire ;
- 4) La position extrêmement avantageuse de la Russie, dans le cas d'une nouvelle agression de l'impérialisme de l'Europe de l'Ouest, en raison de son vaste territoire et de l'insuffisance des moyens de communication ;
- 5) Les avantages d'un tel facteur dans l'éventualité d'une guerre civile ;
- 6) La possibilité de satisfaire presque immédiatement les revendications des paysans sur les terres, en dépit du fait que le point de vue essentiellement démocratique de la population agricole différait totalement du programme socialiste du « Parti du prolétariat » qui s'était emparé des rênes du gouvernement.

De plus, la Russie révolutionnaire bénéficiait déjà d'une grande expérience – celle de 1905, lorsque l'autocratie tsariste avait réussi à écraser la révolution pour la raison même que celle-ci tendait à être exclusivement politique et ne pouvait par conséquent ni soulever les paysans, ni même inspirer une grande partie du prolétariat.

La guerre mondiale, en révélant la faillite complète du gouvernement constitutionnel, a servi à préparer et à accélérer un plus grand mouvement de masse, un mouvement qui, en vertu de son essence même, ne pouvait donner lieu qu'à une révolution sociale.

En anticipant les mesures du gouvernement, souvent même en les bravant, les masses révolutionnaires, de leur propre initiative, ont commencé à mettre en pratique leurs idéaux sociaux bien avant les journées d'Octobre. Elles ont pris possession de la terre, des usines, des mines, des fabriques et des outils de production. Elles se sont débarrassées des représentants du gouvernement et des autorités les plus détestés et les plus dangereux. Dans leur immense explosion révolutionnaire, elles ont détruit toute forme d'oppression politique et économique. Dans la Russie profonde, les processus de révolution sociale ont été mis en œuvre de façon intensive avant même que le changement qui a résulté des journées d'Octobre n'ait eu lieu à Petrograd et à Moscou.

Le Parti communiste, qui aspirait à la dictature, a évalué correctement la situation dès le début. En jetant par-dessus bord les aspects démocratiques de son programme, il a proclamé les slogans de la révolution sociale de manière à prendre le contrôle du mouvement des masses. À mesure qu'évoluait la révolution, les bolcheviks ont donné une forme concrète à certains principes et à certaines méthodes fondamentales du communisme anarchiste, par exemple : la suppression du régime parlementaire, l'expropriation de la

bourgeoisie, les tactiques d'action directe, la saisie des moyens de production, la mise en place du système des conseils d'ouvriers et de paysans (Soviets).

En outre, le Parti communiste a exploité toutes les revendications populaires du moment : mettre fin à la guerre, accorder tout pouvoir au prolétariat révolutionnaire, donner la terre aux paysans. Cette attitude qu'ont adoptée les bolcheviks a eu un effet psychologique considérable pour hâter et stimuler la révolution.

Cette dernière était un processus organique qui découlait avec une force élémentaire des besoins mêmes du peuple, d'un mélange complexe de circonstances qui déterminait leur existence. La révolution a suivi d'instinct la voie tracée par la grande explosion populaire, qui reflétait de façon naturelle les tendances anarchistes. Elle a détruit l'ancien mécanisme d'État et a proclamé le principe de la fédération des Soviets dans la vie politique. Elle a recouru à la méthode de l'expropriation directe pour abolir la propriété privée capitaliste. Dans le domaine de la reconstruction économique, la révolution a mis en place des comités dans les ateliers et les usines afin de gérer la production. Des comités du logement s'occupaient de l'affectation appropriée des pièces d'habitation.

Il allait de soi que le seul développement juste et salutaire – qui pouvait sauver la Russie de ses ennemis de l'extérieur, la libérer de ses conflits internes, étendre et approfondir la révolution elle-même – dépendait de l'initiative créatrice émanant directement des masses laborieuses. Seuls ceux qui avaient supporté les plus lourds fardeaux pendant des siècles pouvaient, par un effort conscient et systématique, ouvrir la voie à une nouvelle société régénérée.

Cependant, cette conception était irréconciliablement en conflit avec l'esprit du marxisme tel que l'interprétaient les bolcheviks, et tout particulièrement compte tenu de la conception autoritaire que s'en faisait Lénine.

Formés pendant des années à leur doctrine « clandestine » singulière, dans laquelle la foi fervente dans la révolution sociale s'unissait étrangement à leur foi non moins fanatique dans la centralisation de l'État, les bolcheviks ont mis au point un système de tactiques entièrement nouveau. Ce système faisait le constat que la préparation et l'accomplissement de la révolution sociale nécessitaient l'organisation d'une équipe spéciale de conspirateurs, composée exclusivement de théoriciens du mouvement, investis de pouvoirs dictatoriaux dans le but de clarifier et de parfaire par avance, par leurs propres moyens conspirationnels, la conscience de classe du prolétariat.

La caractéristique fondamentale de la psychologie bolchevique est la méfiance à l'égard des masses. Livré à lui-même, le peuple – selon les bolcheviks – ne peut s'élever qu'à la conscience d'un réformateur médiocre. Les masses doivent être libérées par la force. Pour les éduquer à la liberté, il ne faut pas hésiter à employer la contrainte et la violence. La route qui mène vers la liberté a donc été abandonnée.

Comme l'écrivait Boukharine, un des plus éminents théoriciens communistes, « la contrainte prolétarienne sous toutes ses formes, à commencer par l'exécution sommaire pour finir par le travail obligatoire, est, aussi paradoxal que cela puisse sembler, un moyen de refaçonner le matériau humain de l'époque capitaliste en une humanité communiste ».

Déjà dans les premiers jours de la révolution, au début de 1918, lorsque Lénine a annoncé au monde son programme socio-économique dans ses moindres détails, les rôles du peuple et du Parti dans la reconstruction révolutionnaire étaient strictement séparés et définitivement assignés. D'un côté, un troupeau socialiste d'une soumission absolue, un peuple muet ; de l'autre, un parti politique omniscient qui contrôle tout. Ce qui reste impénétrable à tout un chacun est pour Lui un livre ouvert. Il n'existe qu'une source de vérité indiscutable : l'État. Mais l'État communiste, dans sa nature et sa pratique, est la dictature de son Comité central. Chaque citoyen doit d'abord et avant tout être le serviteur de l'État, un fonctionnaire obéissant qui exécute la volonté du maître sans poser de questions. Toute libre initiative, qu'elle soit individuelle ou collective, est éliminée de la vision de l'État. Les Soviets du peuple sont transformés en sections du parti dirigeant, les institutions soviétiques deviennent des bureaux sans âme, de simples transmetteurs de la volonté du centre vers la périphérie. Tout ce qui exprime l'activité de l'État doit être visé du sceau d'approbation du communisme tel que l'interprète la faction au pouvoir. Tout le reste est considéré superflu, inutile et dangereux.

En déclarant *L'État c'est moi*, la dictature bolchevique a assumé l'entière responsabilité de la révolution dans toutes ses implications historiques et éthiques.

Ayant paralysé les efforts constructifs du peuple, le Parti communiste ne pouvait désormais compter que sur sa propre initiative. Par quels moyens alors la dictature bolchevique espérait-elle utiliser au mieux les ressources de la révolution sociale ? Quelle voie a-t-elle choisie, non seulement pour soumettre machinalement les masses à son autorité, mais pour les éduquer, leur inspirer les idées socialistes avancées et stimuler en elles – épuisées qu'elles étaient par une longue guerre, la ruine économique et la loi policière

– une nouvelle foi dans la reconstruction socialiste ? Par quoi allait-elle remplacer l'enthousiasme révolutionnaire qui auparavant brûlait avec une telle intensité ?

Deux choses ont englobé le début et la fin des activités constructives de la dictature bolchevique : 1) la théorie de l'État communiste ; 2) le terrorisme.

Dans ses discours sur le programme communiste, dans les discussions aux conférences et aux congrès, et dans son célèbre pamphlet sur *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), Lénine a progressivement forgé cette doctrine singulière de l'État communiste destinée à jouer le rôle dominant dans l'attitude du Parti et à déterminer toutes les mesures que les bolcheviks prendraient par la suite dans le domaine de la politique concrète. C'est la doctrine d'une route politique en zigzag : faite de « répit » et d'« hommages », de compromis et d'accords, de replis profitables, de retraits et de redditions avantageuses – une théorie parfaitement classique du compromis.

Le compromis et le marchandage, pour lesquels les bolcheviks avaient si impitoyablement et justement dénoncé et stigmatisé toutes les autres factions du socialisme d'État, sont devenus l'étoile de Bethléem indiquant la voie de la reconstruction révolutionnaire. Naturellement, de telles méthodes ne pouvaient manquer de mener dans le marécage de la conformisation, de l'hypocrisie et de l'absence de principes.

La paix de Brest-Litovsk ; la politique agraire et ses changements spasmodiques, de la classe la plus pauvre de la paysannerie au paysan qui exploite ; l'attitude perplexe envers les syndicats ; la politique intermittente concernant les experts techniques, qui balance en théorie et en pratique entre la direction collégiale des industries et le « pouvoir à un seul homme », les appels anxieux au capitalisme de l'Europe de l'Ouest par-dessus les têtes des prolétaires du pays et de l'étranger, et enfin le rétablissement récent, inconsistant et zigzaguant, mais incontestable et certain, de la bourgeoisie abolie, tel est le système du bolchevisme. Un système d'une impudence sans précédent pratiqué sur une échelle monstre, une politique de double jeu scandaleux dans lequel la main gauche du Parti communiste ignore sciemment, et même refuse par principe, ce que fait la main droite ; quand, par exemple, on proclame que le problème crucial du moment est la lutte contre la petite bourgeoisie (et, incidemment, selon la phraséologie bolchevique stéréotypée, contre les éléments anarchistes), tandis que par ailleurs on vote de nouveaux décrets qui mettent en place les conditions techno-économiques et psychologiques nécessaires à la restauration et au renforcement de cette même bourgeoisie, telle est la politique bolchevique qui

représentera à tout jamais un monument de ce qui est foncièrement faux, foncièrement contradictoire, et qui ne s'intéresse qu'à maintenir la politique opportuniste de la dictature du Parti communiste.

Aussi haut et fort que cette dictature puisse se vanter du grand succès de ses méthodes politiques, il n'en reste pas moins le fait tragique que les blessures les plus terribles et les plus incurables de la révolution ont été infligées par la dictature communiste elle-même.

Engels a dit il y a longtemps que le prolétariat n'a pas besoin de l'État pour protéger la liberté, mais qu'il a besoin de lui pour écraser ses adversaires, et que, le jour où il sera possible de parler de liberté, il n'y aura plus de gouvernement. Non seulement les bolcheviks ont adopté cette maxime comme axiome sociopolitique durant la « période de transition », mais ils l'ont appliquée à l'échelle universelle.

Le terrorisme a toujours été l'*ultima ratio* d'un gouvernement inquiet pour son existence. Le terrorisme représente une tentation en raison de ses formidables possibilités. Il offre une solution en quelque sorte mécanique dans les situations désespérées. Sur le plan psychologique, il est présenté comme un moyen d'autodéfense, comme la nécessité de se dédouaner de toute responsabilité pour mieux frapper l'ennemi.

Mais, inévitablement, les principes du terrorisme rebondissent en portant un coup fatal à la liberté et à la révolution. Le pouvoir absolu corrompt et anéantit ses partisans pas moins que ses adversaires. Un peuple qui ne connaît pas la liberté s'habitue à la dictature. En combattant le despotisme et la contre-révolution, le terrorisme devient lui-même une école efficace de l'un comme de l'autre.

Une fois engagé sur la voie du terrorisme, l'État se coupe nécessairement du peuple. Il doit réduire au minimum le cercle des personnes investies de pouvoirs extraordinaires, au nom de la sécurité de l'État. Et apparaît alors ce qu'on peut appeler la panique de l'autorité. Le dictateur, le despote, est toujours lâche. Il soupçonne partout la trahison. Et plus il est terrifié, plus se déchaîne son imagination affolée, incapable de distinguer le danger réel de celui qu'il fantasme. Il sème à la volée le mécontentement, l'antagonisme et la haine. Une fois qu'il a choisi cette voie, l'État est condamné à la suivre jusqu'au bout.

Le peuple russe est resté silencieux, et en son nom – sous le couvert d'un combat à mort contre la contre-révolution – le gouvernement a déclaré une guerre implacable contre tous les adversaires du Parti communiste. Tout ce

qui subsistait de liberté a été arraché à la racine. La liberté de pensée, de la presse et de rassemblement public, l'autodétermination des ouvriers et des syndicats, la liberté du travail, tout a été déclaré n'être que non-sens, absurdité doctrinaire, « préjugés bourgeois » ou intrigues de la contre-révolution renaissante.

Telle a été la réponse bolchevique à l'enthousiasme révolutionnaire et à la foi profonde qui ont inspiré les masses au début de la lutte remarquable qu'elles ont menée pour la liberté et la justice – une réponse qui s'est exprimée dans une politique de compromis à l'étranger et de terrorisme à l'intérieur du pays.

Écarté de la participation directe au travail constructif de la révolution, harcelé à chaque pas, victime de la surveillance et du contrôle constants du Parti, le prolétariat s'est habitué à considérer la révolution et son devenir comme l'affaire personnelle des communistes. C'est en vain que les bolcheviks ont désigné la guerre mondiale comme étant la cause de l'effondrement économique de la Russie, en vain qu'ils l'ont imputé au blocus et aux attaques de la contre-révolution armée. Ce n'est pas là que se trouvaient les causes réelles de l'effondrement et de la débâcle.

Aucun blocus, aucune guerre contre la réaction étrangère n'aurait pu abattre ou vaincre le peuple révolutionnaire dont l'héroïsme sans précédent, l'esprit de sacrifice et la persévérance ont eu raison de tous ses ennemis extérieurs. Au contraire, la guerre civile a véritablement aidé les bolcheviks. Elle a servi à garder vivant l'enthousiasme populaire et a entretenu l'espoir que, avec la fin de la guerre, le Parti au pouvoir mettrait en application les nouveaux principes révolutionnaires et assurerait au peuple la jouissance des fruits de la révolution. Les masses attendaient avec impatience la possibilité de profiter de la liberté sociale et économique à laquelle elles aspiraient tant. Aussi paradoxal que cela puisse sembler, la dictature communiste n'avait pas de meilleur allié, pour ce qui est de renforcer et de prolonger son maintien au pouvoir, que les forces réactionnaires qui la combattaient.

Ce n'est que la fin des guerres qui a permis de voir pleinement le découragement économique et psychologique dans lequel la politique despotique aveugle de la dictature avait plongé la Russie. Il est dès lors devenu évident que le plus grand danger pour la révolution ne se situait pas à l'extérieur, mais à *l'intérieur* du pays – un danger qui résultait de la nature même des dispositions sociales et économiques qui caractérisent le système bolchevik.

Ses caractéristiques distinctives – les antagonismes sociaux qui lui sont inhérents – ne sont abolies qu'officiellement en République soviétique. En

réalité, ces antagonismes existent et sont profondément enracinés. L'exploitation de la main-d'œuvre, l'asservissement des ouvriers et des paysans, l'élimination du citoyen en tant qu'être humain et personnalité, et sa transformation en une partie microscopique du mécanisme économique universel appartenant au gouvernement, la création de groupes privilégiés que favorise l'État, le système du service du travail et ses organes punitifs, voilà quelles sont les caractéristiques du bolchevisme.

Le bolchevisme, avec sa dictature du Parti et son communisme d'État, n'est pas et ne pourra jamais devenir le tremplin d'une société communiste libre et non autoritaire étant donné que l'essence et la nature même du communisme gouvernemental excluent une telle évolution. La centralisation économique et politique, la gouvernementalisation et la bureaucratisation de toutes les sphères d'activité et de tous les efforts, la militarisation inévitable et la dégradation de l'esprit humain détruisent automatiquement tout embryon de vie nouvelle et annihilent toute impulsion en vue d'un travail créatif et constructif.

La lutte historique des masses laborieuses pour la liberté se poursuit nécessairement et inévitablement en dehors de la sphère d'influence du gouvernement. La lutte contre l'oppression – politique, économique et sociale –, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ou de l'individu par le gouvernement, est toujours simultanément une lutte contre le gouvernement en tant que tel. L'État politique, quelle que soit la forme qu'il prenne, et l'effort révolutionnaire constructif sont inconciliables. Ils s'excluent mutuellement. Toute révolution au cours de son évolution est confrontée à cette alternative : construire librement, indépendamment et en dépit du gouvernement, ou choisir le gouvernement avec toutes les restrictions et la stagnation que cela implique. La voie de la révolution sociale, de l'autonomie constructive des masses organisées et conscientes, va dans le sens d'un non-gouvernement, autrement dit de l'anarchie. Ce n'est ni l'État ni le gouvernement, mais la reconstruction sociale systématique et coordonnée par les travailleurs qui est nécessaire pour construire une nouvelle société. Ce n'est pas l'État et ses méthodes policières, mais la coopération solidaire de tous les éléments qui travaillent – le prolétariat, la paysannerie, l'intelligentsia révolutionnaire –, s'aidant mutuellement au travers d'associations volontaires, qui nous émancipera de la superstition étatique et permettra le passage de l'ancienne civilisation abolie à un communisme libre. Ce n'est pas sur l'ordre de quelque autorité centrale, mais de façon organique, à partir de la vie même, que doit croître la fédération étroitement soudée des associations industrielles, agraires et autres, unies toutes ensemble ; ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent les organiser et les gérer, et c'est alors – et alors seulement – que la profonde aspiration des masses

laborieuses à la régénération sociale aura une base saine et solide. Seule une telle organisation du bien commun pourra faire une place à la nouvelle humanité, réellement libre et créative, et sera le seuil réel vers un communisme anarchiste non gouvernemental.

Nous sommes à la veille de transformations sociales gigantesques. Les anciennes formes de vie se brisent et se désagrègent. De nouveaux éléments voient le jour et cherchent à s'exprimer d'une manière adéquate. Les piliers de la civilisation actuelle s'effondrent. Les principes de la propriété privée, la conception de la personne humaine, de la vie sociale et de la liberté sont en train d'être réévalués. Le bolchevisme est venu au monde comme un symbole révolutionnaire, la promesse de jours meilleurs. Pour des millions de déshérités et d'asservis, il est devenu la nouvelle religion, le flambeau du salut social. Mais le bolchevisme a échoué, de façon totale et absolue. Tout comme le christianisme, espoir jadis des invisibles, a chassé le Christ et son esprit de l'Église, le bolchevisme a crucifié la révolution russe, trahi le peuple, et cherche à présent à duper d'autres millions d'êtres avec son baiser de Judas.

Il est impératif de démasquer la grande illusion, qui sinon pourrait conduire les travailleurs de l'Ouest dans le même abîme que leurs frères russes. Il incombe à ceux qui ont vu par-delà le mythe d'en expliquer la véritable nature, de dévoiler la menace sociale qui se cache derrière – le jésuitisme rouge qui renverrait le monde à des temps obscurs et à l'inquisition.

Le bolchevisme est du passé. L'avenir appartient à l'homme et à sa liberté.

Alexandre Berkman,
1925



Éditions de l'ours sans drapeau, août 2021